



Troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020

New York, le 2 mai 2019

Désarmement nucléaire Nuclear Disarmament

Déclaration prononcée par

S.E. Mme Sabrina Dallafior
Représentante permanente de la Suisse
auprès de la Conférence du désarmement

Monsieur le Président,

Au regard des conséquences humanitaires catastrophiques de tout emploi de l'arme nucléaire, la Suisse est profondément préoccupée par les défis que rencontre actuellement l'architecture de maîtrise des armements et de désarmement nucléaires.

L'abandon du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) ne peut qu'accroître la méfiance et avoir un impact sur la stabilité régionale et mondiale. Nous appelons une fois encore les deux parties au traité à utiliser le temps restant dans le cadre de la période de transition de six mois pour trouver une solution afin de sauvegarder cet important instrument. Ce développement souligne par ailleurs à quel point il est important de proroger le traité New Start au-delà de 2021, pour éviter d'aboutir à une situation où la taille des deux plus grands arsenaux nucléaires au monde ne serait plus limitée. Il s'agirait là d'une première depuis la prorogation du TNP.

Sur le plan global, la modernisation des arsenaux nucléaires par les États dotés d'armes nucléaires est une source de préoccupation majeure. La mise au point d'armes nucléaires plus rapides et plus furtives soulève de nouvelles questions quant aux risques posés par les arsenaux nucléaires. De plus, les récents changements de doctrines suggèrent que nous sommes en train d'assister à une place accrue des armes nucléaires dans les politiques de défense. Cette évolution suscite des interrogations quant au respect des obligations en matière de désarmement nucléaire. Elle représente aussi un défi pour le TNP, dans une période où de nombreux États parties sont de plus en plus préoccupés par le rythme des progrès réalisés dans ce pilier.

Monsieur le Président,

Dans ce contexte difficile, il est important de saisir toutes les opportunités pour aller de l'avant.

Premièrement, nous **exhortons la Russie et les États-Unis** à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver et proroger leurs accords bilatéraux dans le domaine des armes nucléaires. Nous appelons également tous les États dotés d'armes nucléaires à faire avancer

leurs discussions dans le cadre du format P5, y compris en ce qui concerne l'amélioration de la stabilité stratégique. Nous estimons également que les efforts visant à lancer un débat global sur l'amélioration de l'environnement international, et ainsi faire progresser de manière plus décisive le désarmement nucléaire, peuvent avoir une valeur-ajoutée. Pour qu'un tel débat soit productif, il faudra qu'il soit inclusif, qu'il tienne compte de tous les points de vue et qu'il ait pour objectif ultime de contribuer à la mise en œuvre des obligations et des engagements en matière de désarmement pris au titre du TNP.

Deuxièmement, la détérioration de l'environnement politique et l'évolution technologique ont donné le sentiment général que les **risques** liés aux armes nucléaires sont aujourd'hui plus élevés qu'ils ne l'ont jamais été depuis la fin de la guerre froide. Il est dans l'intérêt commun de tous les États, qu'ils soient ou non dotés d'armes nucléaires, de se pencher sur les risques posés par ces armes. Nous espérons que la Conférence d'examen du TNP de 2020 traitera de façon prioritaire, des mesures pratiques et réalisables de réduction des risques qui pourraient susciter un consensus, ceci dans le cadre de l'organe subsidiaire 1. Afin de faciliter un débat substantiel et de trouver un terrain d'entente en 2020 dans ce domaine, la Suisse et la Finlande soutiennent les travaux de l'UNIDIR sur la réduction des risques nucléaires.

Enfin, il est également essentiel d'avancer dans la **mise en œuvre des engagements en matière de désarmement** pris dans le cadre des conférences d'examen passées. Les résultats des conférences d'examen de 2000 et 2010 constituent un acquis fondamental ainsi qu'une feuille de route qui doit être suivie par tous les États parties au TNP.

Nous sommes préoccupés par le fait que certains de ces engagements semblent remis en question par certains États parties et par le manque de progrès dans leur mise en œuvre. De toute évidence, les engagements existants devraient être au centre de notre attention lors de la Conférence d'examen de 2020. L'adoption de dispositions donnant un nouvel élan à leur mise en œuvre sera essentielle. Des mesures supplémentaires allant dans ce sens devraient également être envisagées, notamment en matière de transparence : pour évaluer les réalisations, il est nécessaire de pouvoir s'appuyer sur des rapports soumis à intervalles réguliers plus clairs, plus détaillés et plus cohérents.

Notre réflexion devrait également porter sur la façon de tirer parti des progrès là où ils se sont avérés possibles. La vérification du désarmement nucléaire, par exemple, est un domaine dans lequel nous pouvons nous appuyer sur les importants travaux réalisés au cours de ce cycle et initier des travaux futurs. Le document final du Groupe d'experts gouvernementaux sur le rôle de la vérification dans la promotion du désarmement nucléaire contient un certain nombre d'éléments de fond ainsi que des conclusions et recommandations. Il vient compléter le travail sur la vérification du désarmement nucléaire entrepris dans d'autres cercles et consolider les arguments en faveur de la poursuite de travaux conjoints en 2020 et au-delà. Et ce n'est là qu'un domaine parmi d'autres dans lesquels il est possible de déployer des efforts concrets pour mettre en œuvre les engagements pris en matière de désarmement au titre du TNP.

Monsieur le Président,

La volonté politique de maintenir et de faire progresser la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement sera un élément clef pour que la Conférence d'examen de 2020 aboutisse à un résultat positif. Nous appelons toutes les parties à faire tout leur possible pour relever ce défi.

Mr Chair,

In light of the catastrophic humanitarian consequences of any use of nuclear weapons, Switzerland is deeply concerned by the current challenges to the nuclear arms control and disarmament architecture.

The demise of the Intermediate-Range Nuclear Forces (INF) Treaty is bound to increase distrust and have an impact on regional and global stability. We once again call on both parties to the treaty to use the remainder of the six-month transition period to find a solution to save this important instrument. This development also highlights the importance of prolonging New START beyond 2021 to avoid a situation where the size of the world's two largest nuclear arsenals would no longer be capped. This would represent a first since the NPT extension.

Globally speaking, the modernisation of nuclear arsenals by nuclear-weapon States is a significant source of concern. The development of faster and stealthier nuclear weapons raises new questions regarding the risks posed by nuclear arsenals. Also, recent changes in doctrines suggest that we are faced with a new salience of nuclear weapons in defence policies. Such developments raise questions as regards the fulfilment of nuclear disarmament obligations. They represent a challenge for the NPT, at a time when many States Parties are becoming increasingly concerned with the pace of progress under this pillar.

Mr Chair,

In this challenging environment, it is important to seize any opportunity for forward movement.

First, we **urge Russia and the United States** to take all necessary steps to preserve and prolong their bilateral agreements in the field of nuclear weapons. We also call on all nuclear-weapon States to advance their discussion in the so-called P5-format, including with regard to improving strategic stability. We also see potential value in efforts to launch a global discussion on improving the international environment to make more decisive progress in nuclear disarmament. To be productive, it will be necessary for such a discussion to be inclusive and take into account all views, and have the ultimate objective to contribute to the implementation of NPT disarmament obligations and commitments.

Second, the deteriorating political environment and technological developments have led to a widespread sense that the **risks** related to nuclear weapons are today higher than at any time since the end of the Cold War. Addressing the risks posed by nuclear weapons is in the common interest of all States, nuclear-weapon States and non-nuclear-weapon States alike. We hope that the 2020 NPT Review Conference will *address* as a matter of priority within the context of Subsidiary body 1 practical and feasible risk reduction measures that could command consensus. In order to facilitate an informed discussion and finding common ground in 2020 in this area, Switzerland together with Finland supports UNIDIR's work on nuclear risk reduction.

Finally, forward movement is also essential regarding the **implementation of disarmament commitments** made in the context of past Review Conferences. The outcome of the 2000 and 2010 Review Conferences constitute a fundamental *acquis* as well as a roadmap that must be followed by all NPT States Parties.

We are concerned by the fact that some of these commitments seem being questioned by some States Parties and by the lack of progress regarding their implementation. Clearly, existing commitments should be at the centre of our consideration at the 2020 Review Conference. Adopting language giving new impetus to their implementation will be essential.

Additional measures that would contribute thereto should also be considered. This concerns for instance transparency measures as clearer, more detailed and more consistent and regular reporting is necessary to evaluate achievements.

Leveraging progress where it has proved possible should also be an important focus of our attention. Such an area in which we can build on important work done over this cycle and can engage in future work is nuclear disarmament verification. The final document of the GGE to consider the role of verification in advancing nuclear disarmament contains a number of substantial elements as well as conclusions and recommendations. This complements NDV work undertaken elsewhere and consolidates the case for further joint work in 2020 and beyond, and is just one area where practical efforts towards the implementation of NPT disarmament commitments is possible.

Mr Chair,

Political will to uphold and take forward the implementation of disarmament commitments will be a key component to a positive outcome at the 2020 Review Conference. We call on all Parties to do their utmost to meet this challenge.